

Gaz de schiste : toujours plus de dissensions au sein de la majorité

par Guillaume Duhamel

Le président du groupe UMP à l'Assemblée nationale a fait savoir hier qu'il était catégoriquement opposé à l'exploration des gaz de schiste en France. Un avis partagé par... le Front National (FN).

La rébellion savamment orchestrée il y a quelques semaines par les députés Pierre Morel A l'Huissier (UMP) et Pascal Terrasse (PS), respectivement élus en Lozère et en Ardèche, a montré que la question de l'exploitation des gaz de schiste dans l'Hexagone dépasse le traditionnel clivage gauche-droite.



La perspective d'une exploitation des gaz de schiste en France effraie jusque dans les rangs de la majorité

La levée de boucliers des présidents des régions concernées par leur exploration et la motion déposée au début du mois par des parlementaires « de toute la France et de tous bords politiques » ont accentué la tendance.

Le gouvernement ne peut plus ignorer le gigantesque malaise que suscite au sein de la classe politique française l'octroi par l'ancien ministre de l'Écologie Jean-Louis Borloo (qui, soit dit en passant, est étrangement silencieux depuis que les médias font leurs choux gras de cette décision étonnamment passée inaperçue lors de sa parution au Journal Officiel) au printemps dernier, sans la moindre consultation et dans la plus dérangeante opacité, de permis d'exploration dans la moitié sud de la France. Il a sans doute aussi conscience que la mission d'évaluation qu'il a diligentée à la hâte début février, c'est-à-dire en pleine polémique, ne rassure et ne contente ni la population, largement hostile, ni les défenseurs de l'environnement - proclamés ou non et fussent-ils de droite, de gauche ou du centre.

Au vu des dommages attribués à l'exploitation des gaz de schiste outre-Atlantique, décrits avec force détails tous plus alarmants les uns que les autres dans le documentaire Gasland, et des soupçons qui pèsent sur la technique de fracturation hydraulique, laquelle pourrait favoriser l'activité sismique, on peut aisément comprendre leur point de vue.

À l'heure où nous écrivons ces lignes, les décideurs n'ont cependant toujours pas tranché en faveur du rétropédalage que l'actuelle locataire de l'Hôtel de Roquelaure Nathalie Kosciusko-Morizet aurait appelé de ses vœux auprès de François Fillon. Ça n'empêche : sur ce sujet ultrasensible, le fait est que la majorité ne parle pas d'une seule voix.

« Il ne faut absolument pas aller dans cette aventure-là »

Les propos très fermes du patron des députés UMP Christian Jacob hier sont venus ajouter à la cacophonie interne. « Je souhaite clairement que le moratoire soit prolongé ad vitam aeternam », a déclaré l'ex-ministre de la Fonction publique, pour qui « il ne faut absolument pas aller dans cette aventure-là, compte-tenu du risque sur le plan écologique ». Un désaveu qui est intervenu cinq jours après que « NKM », qui a semble-t-il accueilli fraîchement l'aval donné par son prédécesseur, ait annoncé le prochain dépôt d'un projet de loi portant sur une consultation systématique du public avant toute exploration du sous-sol.

Véritable cas d'école, le dossier de l'exploration des gaz de schiste porte en lui les germes d'un désastre certes environnemental mais aussi politique, ce que le gouvernement, à défaut d'avoir (encore ?) obéi aux injonctions des écologistes, semble avoir enfin compris. La suspension des forages de prospection lui laisse le temps de remettre les choses à plat et le tollé, dont il ne soupçonnait peut-être pas l'ampleur, pourrait l'amener à changer de cap, d'aucuns diraient à jouer la prudence au travers d'une application stricte du principe du précaution.

C'est ce que souhaitent les cadres d'Europe Écologie-Les Verts (EELV) mais également ceux... du Front national (FN), qui via un communiqué de presse de son « monsieur écologie » Laurent Ozon a plaidé à son tour pour un abandon pur et simple du projet.

« Le FN apporte son soutien aux mouvements d'opposition aux forages. Nous appelons nos militants et sympathisants concernés dans leur ville et leur région à rejoindre, s'ils ne l'ont pas encore fait, ces mouvements et à les soutenir », a fait savoir le parti, qui a notamment invoqué « une dégradation importante des paysages », « l'abandon dans de nombreuses régions de projets de développement et de maintien de formes d'agriculture plus respectueuses de la nature et favorables à la santé publique », « des pollutions environnementales insupportables » et « des risques directs et indirects pour la santé publique ».



Un argumentaire pour le coup peu contestable. Une manière aussi de se démarquer davantage encore de ce gouvernement qui de son côté, comme dans les mois qui ont précédé les élections présidentielles de 2007, s'emploie à labourer ses terrains de prédilection